

INTERVENTION DE CLAIRE VILLIERS LE 6 FEVRIER 2009

Je voudrais commencer par les grands oubliés de Sarkozy et de ses interrogateurs lors de l'émission télévisée de jeudi soir : les Guadeloupéens, et maintenant les Martiniquais, en grève générale, dans un grand mouvement populaire !

Quel mépris ! quel colonialisme !

Le Président de la République « s'émerveille » de l'élection d'Obama –et il n'est pas le seul ! – mais se garde bien d'effleurer l'organisation politique, économique, sociale de domination coloniale des békés et de l'hexagone ...

Nous n'oublions pas non plus les conflits récents en Kanaky, où les syndicalistes ont été violemment réprimés et emprisonnés ...

Mais le conflit guadeloupéen mérite qu'on s'y arrête pour deux autres raisons :

- relisons Lilian Thuram dans Le Monde du 3 Février : « la Guadeloupe est souvent en avance sur la métropole en matière de conflit social . Si je vous demande ce que vous inspire « mai 67 » vous allez me répondre que je me trope d'une année ou que je ne connais pas l'histoire de France Peu de gens se souviennent des événements de mai 67 en Guadeloupe : trois jours d'émeute, réprimés par les forces de l'ordre, parce que les ouvriers réclamaient une augmentation salariale . Dans les manifestations se trouvaient également des étudiants : cela ne vous rappelle rien ? »

67 ... 68 ... et quelle a été la conclusion politique de 68 ? C'EST CELA QUE NOUS NE VOULONS PLUS !

Il y a là une question centrale pour nous : la politique, le politique : un « débouché » ? une « issue » ? ou une construction totalement différente ... et c'est le deuxième intérêt du conflit en Guadeloupe : ce mouvement c'est la population, avec la DIVERSITE de ses organisations, syndicales, associatives, politiques ...

Ca ne vous rappelle rien ? La campagne contre le projet de Traité Constitutionnel Européen bien sûr (à cet endroit je voudrais dire que si la campagne et la victoire du non ont été fondateurs pour nous, il faut aujourd'hui élargir à tous ceux et celles qui ont peut-être voté oui, au nom de leur volonté d'Europe mais qui refusent autant que nous l'Europe libérale et capitaliste ...)

Cette campagne contre le projet de TCE c'était la diversité, chacun et chacune nourrissant le débat de son expérience ... et ça a marché ! C'est cela qui a produit de la dynamique et DANS ce travail on a produit du commun qui est bien plus que la juxtaposition de nos différences ...

Et on pourrait continuer avec la Bolivie, avec les forums sociaux ...

Alors cet acte 1 d'aujourd'hui ce n'est pas pour se différencier des autres, le NPA, le PdeG, le PCF ... D'ailleurs la double appartenance possible est là pour le montrer ...

C'est une question d'AMBITION : la situation est trop grave, il y a trop d'urgences ...

Les crises auxquelles nous sommes confronté-e-s sont toutes plus mortifères les unes que les autres , crise écologique, économique, sociale, politique, démocratique ...

Une question d'ambition et de projet : nous voulons FEDERER : fédérer des énergies, des histoires, des cultures, des identités, des pratiques, de la réflexion, de l'action, des luttes !

Notre projet c'est l'émancipation individuelle et collective ... car comme le dit si bien le sociologue Robert Castel : il n'y a pas d'émancipation individuelle possible sans des garanties collectives fortes !

Fédérer des individus et des collectifs, construire les dynamiques, les confrontations, les dialectiques , parce que, plus qu'une intuition, c'est notre expérience qui nous dit que la crise démocratique, la crise politique, tient bien sûr aux trahisons, aux non réponses ... mais pas seulement !

Elle tient aussi à cette espèce de « division du travail » entre le social, l'associatif, le syndical et le politique ... avec souvent de la subordination, voire de la désappropriation ...

Franchement, les salariés de l'hôpital public, quand ils se battent contre le projet Bachelot : ils ne font pas de politique ?

Les enseignants chercheurs et les étudiants en grève contre le projet Pécresse : ils ne font pas de politique ? Ils et elles ne sont pas en lutte au nom d'une autre conception du service public, de la recherche, de la formation ?

Les salarié-e-s du pôle emploi et les organisations de chômeurs ne font pas de politique quand ils contestent la dernière convention Unedic ou la réorganisation fusionnée du service public ?

Les salariés de la Caisse des dépôts et les postiers avec le DAL et d'autres ne font pas de politique quand ils créent le collectif « touche pas au Livret A » ?

Et la convergence des services publics ? Et l'Appel des appels ? et le Forum Social des Quartiers Populaires ?

Alors, évidemment ça ne va pas être simple ... mais il n'y a pas d'autre chemin pour gagner ...

Des contre modèles nous en bâtissons dans les tracts ET dans les pratiques , dans les centres sociaux, les maisons de la culture, l'économie sociale ...

Pour nous, prendre le pouvoir, ce n'est pas pour le donner à quelqu'un Nous voulons bien plus qu'un « débouché » politique ...

C'est au nom de notre AMBITION , que nous voulons fédérer toutes les énergies, toutes les catégories, en particulier les plus populaires ...

OUI, le social produit du politique ! Et nous le disons très fort : notre diversité n'est pas un handicap, elle est un creuset ... elle est notre richesse !